



Le 17 novembre 2015

PAR COURRIEL [pm@pm.gc.ca](mailto:pm@pm.gc.ca) (une copie-papier suivra)

Le très honorable Justin Trudeau, c.p., député  
Cabinet du Premier ministre  
Édifice Langevin  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ont.) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

L'Association des infirmières et infirmiers du Canada (AIIC) et d'autres dirigeants internationaux croient que vous et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique disposez d'une occasion historique à la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 à Paris pour aider à protéger les Canadiens et les citoyens du monde contre les conséquences désastreuses pour la santé.

Le rôle renouvelé de votre gouvernement sur les changements climatiques encourage l'AIIC qui est heureuse de constater votre engagement à travailler avec les provinces, territoires et les pays aux vues similaires à combattre ses effets.

Les changements climatiques mettent en péril la santé de la population mondiale. Sans mesures extrêmes, jusqu'à la moitié de la population pourrait faire face à des pénuries alimentaires graves d'ici 2100. Bon nombre de nos océans, source alimentaire principale pour des millions de personnes, pourraient subir un effondrement sur le plan écologique par l'absorption de dioxyde de carbone et l'acidification. D'ici 2050, les changements climatiques pourraient avoir pour effet de déloger 200 millions de personnes et les Canadiens n'en sont pas prémunis. Santé Canada prévoit comme répercussions de ce phénomène des conditions climatiques extrêmes, une plus grande fréquence et gravité des vagues de chaleur, la propagation de maladies infectieuses et une piètre qualité de l'air. Les communautés rurales et les populations âgées, autochtones et vulnérables du Canada encourent davantage de risques.

Comme vous le savez, le Canada n'a pas atteint ses objectifs de Kyoto de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à 6 % en-deçà des niveaux de 1990 avant 2012. En fait, en 2012, nos émissions de GES étaient de 18 % supérieures aux niveaux de 1990. Confrontés à la perspective d'acheter des crédits de carbone pour atteindre les cibles de Kyoto, le Canada s'est retiré de l'Accord en décembre 2011.

Le Canada n'est pas un important émetteur, mais il produit beaucoup d'émissions par habitant et pourrait prendre un rôle de leader international. Notre engagement pris à Copenhague de réduire les émissions de GES de 17 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici la fin de 2020 est aussi insuffisant, puisque les émissions de 2005 approchaient le niveau le plus élevé du Canada. Le Climate Action Network estime que le Canada devrait réduire les émissions actuelles du tiers des niveaux de 2012 d'ici 2025 (équivalent à 21 % sous les niveaux de 1990) pour décarboniser son économie d'ici 2050.

L'inaction en matière de changements climatiques compromettra gravement les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies visant à réduire de façon importante la pauvreté et la maladie avant 2015. Nous devons nous attendre à ce que la malnutrition, le stress thermique, la diarrhée, les conditions climatiques extrêmes, les maladies infectieuses, le déplacement de population et les conflits entourant les ressources épuisées prennent des proportions démesurées à la suite des changements climatiques.

Au nom du personnel infirmier canadien, nous vous incitons, vous et vos homologues provinciaux et territoriaux, à conclure une entente internationale équitable et solide sur le changement climatique pour assurer une vie saine à la population actuelle ainsi qu'aux générations futures.

Votre personnel peut communiquer avec David Granovsky, gestionnaire des relations gouvernementales de l'AIIC, pour toute demande sur cet enjeu. Vous pouvez rejoindre David par téléphone au 613-237-2159, poste 525, ou par courriel à [dgranovsky@cna-aiic.ca](mailto:dgranovsky@cna-aiic.ca).

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

La présidente,



Karima Velji, inf. aut., Ph.D., CHE

c.c. : Catherine McKenna, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Canada  
J. Michael Miltenberger, ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, Territoires du Nord-Ouest  
Wade Istchenko, ministre de l'Environnement, Yukon  
Mary Polak, ministre de l'Environnement, Colombie-Britannique  
Shannon Phillips, ministre de l'Environnement et des Parcs, Alberta  
Herb Cox, ministre de l'Environnement, Saskatchewan  
Thomas Nevakshonoff, ministre de la Conservation et de la Gestion des ressources hydriques, Manitoba  
Glen Murray, ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique, Ontario  
David Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Québec  
Johnny Mike, ministre de l'Environnement, Nunavut  
Brian Kenny, ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux, Nouveau-Brunswick  
Randy Delorey, ministre de l'Environnement, Nouvelle-Écosse

Robert Mitchell, ministre des Communautés, des Terres et de l'Environnement, Île-du-Prince  
Édouard

Dan Crummell, Ministre de l'Environnement et de la Conservation, Terre-Neuve-et-Labrador